

Les enjeux de la filière uranifère au Québec

Mémoire déposé au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans le cadre des audiences sur *les enjeux de la filière uranifère au Québec*, du 20 mai 2014 au 20 mai 2015.

Présenté par la municipalité de Lac-Saint-Paul

Octobre 2014

A handwritten signature or set of initials in black ink, located in the bottom right corner of the page. The signature appears to be 'JL' or similar.

CONTEXTE

Depuis la catastrophe de Tchernobyl en Ukraine en 1986 et, plus récemment, celle de l'explosion du réacteur de Fukushima au Japon en mars 2011, les enjeux de la production d'uranium à des fins civiles sont devenus un fait d'actualité de premier plan lorsqu'il est question de ressource énergétique.

Prenant compte des considérations et inquiétudes de différents groupes de citoyens et de communautés sur le développement de la filière uranifère au Québec, le 3 mars 2014, l'ex-ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, monsieur Yves-François Blanchet, donnait comme mandat au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de tenir une enquête et une consultation publique sur la filière uranifère en territoire québécois. Ce mandat du BAPE faisait suite à la demande de l'entreprise Strateco de se voir octroyer un permis d'exploration afin de poursuivre ses activités dans le Nord-du-Québec, et plus particulièrement sur le territoire Cris d'Eeyou Istchee dans le secteur des monts Otish.

Le mandat du BAPE aura pour but premier d'éclairer le gouvernement quant à sa réflexion sur l'avenir de cette filière et la protection de l'environnement. Cependant, les activités d'exploration et éventuellement le développement d'une mine d'uranium ne semble pas faire l'unanimité dans cette région et dans l'ensemble du Québec. Le Grand Conseil des Cris et la population crie s'opposent d'ailleurs farouchement au projet de Strateco (Projet Matoush). Dans le même sens, une bonne partie de la population québécoise se sont opposée au développement de l'uranium sur leur territoire. À l'heure actuelle, plus de 300 municipalités du Québec ont adopté des résolutions en faveur d'un moratoire sur les mines d'uranium et de l'abandon des centrales nucléaires au Québec, chose faite pour la fermeture de Gentilly-2 en 2012. Des moratoires sur les mines d'uranium existent déjà ailleurs dans le monde, notamment en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse et dans l'État de la Virginie, à cause des risques pour la santé des populations et des impacts que pose ce type de mines pour l'environnement.

Ce mémoire a pour but de sensibiliser les instances gouvernementales aux enjeux que constitue l'ouverture à un développement potentiel de la filière uranifère au Québec.

Le danger inhérent au développement des mines d'uranium au Québec va à l'encontre du choix des Québécois.

LES RISQUES DE L'URANIUM : LES MUNICIPALITÉS SUR LA PREMIÈRE LIGNE

L'exploration et l'exploitation de l'uranium au Québec aurait des effets néfastes majeurs sur l'environnement et sur la santé des communautés. L'interconnexion des bassins versants fait du risque de la contamination de l'eau un risque dont l'ampleur surpassé largement les bénéfices que pourrait engendrer une mine d'uranium. De plus, l'uranium ne présente pas d'avantage économique considérable. Enfin, le Québec étant en situation de suffisance énergétique, il n'y a pas de nécessité à ce que la filière uranifère soit développée. Il existe aussi une grande variété d'alternatives à l'énergie nucléaire. Voici, par grands thèmes, une liste de nos préoccupations :

Environnement

Gestion des déchets miniers

- Pour chaque tonne d'uranium extrait, des milliers de tonnes de déchets miniers sont générés
- Environ 85% de la radioactivité des gisements extraits demeurent dans les déchets miniers
- Les déchets miniers demeurent radioactifs pendant des milliers d'années
- Il n'y a pas encore de méthode connue pour légiférer ou gérer un site sur une aussi longue période

Risques de contamination

- Les mines d'uranium, même les plus modernes, ne sont pas à l'abri des défaillances (le risque zéro n'existe pas)
- On compte plusieurs accidents technologiques et déversements miniers d'uranium depuis plus de 50 ans
- Les mines d'uranium posent des risques de contamination toxicologique et radiologique
- Plus de 53 contaminants radiologiques et chimiques ont été identifiés
- Les principaux contaminants incluent : thorium, radium, radon, polonium, sélénium et uranium
- Les données sont insuffisantes concernant les risques liés à plusieurs contaminants chimiques
- Les données sont insuffisantes pour conclure sur la zone de contamination autour des sites uranifères

flu

Santé

Risques sur la santé

Les principaux risques recensés sont :

- Augmentation des risques de leucémie pour la population
- Augmentation des risques génétiques (mutations) et de grossesses défavorables
- Augmentation des risques de cancer de poumon chez les travailleurs miniers

Les risques pour la population sont susceptibles :

- d'augmenter avec le bruit de fond régional
- d'augmenter avec la consommation animale
- de dépasser les normes et les critères reconnus

Encore aujourd'hui, les données sont insuffisantes pour conclure sur les risques liés :

- aux accidents technologiques
- à la gestion des résidus radioactifs à long terme
- au transport des réactifs et du concentré d'uranium
- aux risques sur la santé des populations avoisinantes

Impacts sociaux

- Anxiété ressentie chez plusieurs individus en lien avec la radioactivité et ses effets (réels ou appréhendés)
- Altération du climat social et perte de confiance de certains citoyens envers les autorités publiques
- Certains groupes sociaux sont plus vulnérables, et les communautés autochtones peuvent particulièrement être touchées par ces changements

Hu

Économie

Le marché de l'uranium

- L'uranium sert principalement à produire de l'énergie nucléaire et à des fins militaires
- Le prix de l'uranium a chuté de 25% depuis 1 an et de 60% depuis l'accident de Fukushima en 2011
- Le Québec compte des gîtes de faibles teneurs, 10 à 200 fois moins riches que ceux de la Saskatchewan

Le coût de l'énergie nucléaire

- L'énergie nucléaire coûte de plus en plus cher et fait face à de nombreux défis techniques et sécuritaires
- Elle est en déclin avec 10% de l'énergie mondiale produite en 2013 vs 17% en 1993
- L'énergie nucléaire coûte 2 à 4 fois plus chère que l'énergie hydroélectrique ou éolienne
- Elle émet 10 à 20 fois plus de gaz à effet de serre que l'énergie éolienne

Alternatives à l'uranium

Le mythe des isotopes médicaux

- La fabrication d'isotopes médicaux ne dépend pas des mines d'uranium
- Moins de 1% des réacteurs nucléaires dans le monde produisent des isotopes médicaux
- Les isotopes médicaux peuvent être produits à partir d'accélérateurs de particules

Les énergies renouvelables

- Énergie solaire
- Énergie éolienne
- Énergie hydraulique
- Énergie géothermique
- Biomasse
- Gaz naturel

JK4



Municipalité de Lac-Saint-Paul

386, rue Principale, Lac-Saint-Paul, Québec, J0W 1Z1

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

.....
À une séance ordinaire du conseil de la municipalité de Lac-Saint-Paul, tenue à la salle communautaire située au 386, rue Principale à Lac-Saint-Paul, le 14 octobre 2014 à 19 h 30, à laquelle sont présents, madame la conseillère Colette Quevillon, et messieurs les conseillers Normand Marier, Daniel Meilleur, Jean Gascon et Gilles Turgeon formant quorum sous la présidence de monsieur le maire F. Louis Lanzon.

Monsieur le directeur général François St-Amour est présent.

Monsieur le conseiller Gilles Aubin est absent.

.....

LA RÉOLUTION SUIVANTE A ÉTÉ ADOPTÉE : 425-10-2014

AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL À DÉPOSER UN MÉMOIRE AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ DE LAC-SAINT-PAUL, AUPRÈS DU BAPE, CONCERNANT LES ENJEUX DE LA FILIÈRE URANIFÈRE AU QUÉBEC

Il est proposé par Daniel Meilleur, appuyé par Jean Gascon et résolu à l'unanimité des membres présents d'autoriser le directeur général à déposer un mémoire au nom de la municipalité de Lac-Saint-Paul, auprès du BAPE, concernant les enjeux de la filière uranifère au Québec.

ADOPTÉE

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, EN DATE DU 23 OCTOBRE 2014.

François St-Amour, ing.
Directeur général et secrétaire-trésorier

LE PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DONT A ÉTÉ EXTRAITE CETTE RÉOLUTION
SERA ADOPTÉ À UNE SÉANCE SUBSÉQUENTE